

Les statistiques relatives à la ressource en eau

Réunion de la commission Environnement et développement durable du 17 octobre 2024

Au cours des dernières années, les épisodes de sécheresse et inondation qui se sont succédé et les actualités ayant porté l'attention sur la qualité de l'eau (scandale des eaux minérales contaminées, mesure de pollution de la Seine) ont rappelé l'importance d'assurer un **suivi des caractéristiques de la ressource en eau et des pressions auxquelles elle est soumise**.

Dans ce contexte, la séance de la commission Environnement et développement durable du 17 octobre 2024 a fait le point sur les éclairages que peuvent apporter les statistiques disponibles, non seulement pour suivre mais aussi pour anticiper la disponibilité, la qualité, les usages et les besoins de la ressource en eau. Elle a aussi mis en évidence de nombreuses **pistes d'amélioration et d'enrichissement des bases disponibles**.

François Hissel de l'Office français de la biodiversité a d'abord dressé un **panorama des nombreuses données publiques** disponibles en France pour étudier les enjeux relatifs à la ressource en eau, en précisant pour chacune leur origine, leur mode d'accès et leurs limites. Ces données portent tant sur la quantité d'eau disponible que sur sa qualité et l'usage qui en est fait. Issues de relevés effectués sur l'ensemble du territoire national par une diversité d'acteurs, ces données sont fédérées par le système d'information sur l'eau (SI Eau) qui s'assure de leur qualité, leur mise en cohérence et leur transmission centralisée. Elles sont accessibles en ligne dans plusieurs formats (datavisualisations, microdonnées, et aussi API pour faciliter leur réemploi), via différents sites qui sont tous référencés sur le portail <https://www.eaufrance.fr/>.

Ces données sont ensuite utilisées et retraitées par le Service des données et études statistiques (Sdes) du Ministère de la Transition écologique pour répondre à des obligations de rapportage, diffuser des chiffres-clés, ou réaliser des études thématiques. Irénée Joassard a ainsi présenté les **principales publications réalisées par le Sdes** à partir de ces données, qui visent à informer sur l'état de la ressource en eau à l'échelle nationale et sur son évolution à long terme. En 2025, deux principales publications sont attendues : une actualisation du bilan de l'assainissement (le dernier datant de 2008), et une étude portant sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

Plusieurs **utilisateurs** de ces données ont ensuite fait part de leur retour d'expérience.

Hélène Arambourou a ainsi passé en revue les nombreuses bases de données que France Stratégie a mobilisées pour évaluer les **pressions qui s'exercent sur la ressource en eau** et anticiper leur évolution à l'horizon 2050. La réalisation de cette [étude](#) d'ampleur a été l'occasion d'identifier certaines limites dans les données disponibles. En particulier, la **granularité temporelle et spatiale** des données, qui se limite souvent aux échelles annuelle et départementale, mériterait d'être affinée pour mieux identifier les situations de stress hydrique – ces situations se manifestant à certains moments de l'année seulement et dans des territoires précis. De même, la précision du secteur d'activité à l'origine des prélèvements et consommations d'eau gagnerait à être affinée pour mieux éclairer les politiques publiques. Cette étude a également permis de mettre en évidence des **absences de données regrettables** – sur les petits prélèvements par exemple – et de dégager des pistes d'enrichissement de

certaines bases qui pourraient être rapidement mises en œuvre – notamment pour la BNPE, le RGA, l'INPE, Naïades. Les **facteurs de consommation utilisés** pour passer des données de prélèvements aux données de consommation, qui semblent être en décalage avec la situation actuelle et dont l'origine s'avère peu documentée, mériteraient quant à eux d'être réévalués.

Marielle Montginoul a ensuite témoigné de son utilisation de la **base de données SISPEA** dans le cadre d'un projet de recherche visant à étudier l'évolution de la consommation d'eau depuis 1995 et à en identifier les déterminants. Elle a notamment regretté que les données ne soient pas disponibles à l'échelle communale mais uniquement à l'échelle des services de gestion des eaux alors que la tarification peut varier d'une commune à l'autre. Par ailleurs, la simple information concernant le prix pour une consommation type de 120 m³ ne permet pas de saisir toutes les subtilités de la **tarification** et donc de mesurer l'influence que peut avoir la structure tarifaire sur les comportements de consommation.

Afin de faciliter l'information relative à l'état de la ressource en eau, il convient également de réfléchir aux indicateurs pouvant être créés et diffusés. Dans cette optique, Jean-Raynald de Dreuzy, membre du PEPR OneWater, a présenté les nombreux bénéfices que pourrait apporter la définition d'un indicateur **Empreinte eau** qui rendrait compte de l'état de la ressource en eau à la fois d'un point de vue **qualitatif et quantitatif**. Les données brutes issues des relevés ne peuvent en effet être interprétées directement, sans tenir compte du contexte, dans la mesure où celui-ci agit directement sur la ressource en eau : un même relevé devra donc être interprété différemment en Bretagne ou en Occitanie, puisque la capacité du milieu à régénérer la ressource ne sera pas la même. La définition d'une Empreinte eau permettrait une interprétation plus directe et donc plus accessible de la donnée, y compris par les non spécialistes. Une telle définition nécessite de réfléchir aux mesures pertinentes à effectuer, certaines molécules peuvent en outre constituer des indicatrices. Jean-Raynald de Dreuzy a ainsi appelé à **tenir compte du contexte et des avancées scientifiques** pour établir une stratégie de mesure qui soit **parcimonieuse** mais permette la diffusion d'une information précise et complète par le biais de la définition d'une Empreinte eau.

Les échanges ont également fait émerger les sujets du suivi statistique des objectifs de développement durable, de la mesure de l'accès à l'eau des personnes vivant en situation de précarité, de l'intégration de questions relatives à l'accès et la consommation d'eau dans l'enquête Logement (EnL), des données disponibles pour les DOM et des difficultés rencontrées par les personnes chargées de renseigner les bases de données au sein des collectivités.

À l'issue des présentations et échanges, un [suivi d'avis](#) a été adopté afin d'adresser des recommandations à la statistique publique pour améliorer l'information disponible au sujet de la ressource en eau. Il invite à de nombreuses évolutions, notamment via l'enrichissement de certaines bases de données, la réévaluation des coefficients utilisés pour estimer les consommations d'eau, la définition d'une analyse multidimensionnelle exhaustive (empreinte-eau), l'établissement d'un référentiel national harmonisé des substances surveillées, la poursuite des travaux du groupe de travail du Cnis relatif à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture, etc.

En préambule du sujet central de la réunion, le Sdes avait présenté son projet d'enquête annuelle sur les réseaux de chaleur et de froid (EARCF), pour lequel le Cnis a renouvelé l'[avis d'opportunité](#).

Tous les diaporamas et un compte rendu détaillé des échanges sont disponibles sur la [page de la commission](#).